

## **FLICOP-Umuco: COMMUNIQUE DE PRESSE N0 1**

***L'Association FORUM LIBERTE, COOPERATION, PROGRES-Umuco, FLICOP-Umuco, condamne avec sa plus forte énergie l'acte de barbarie combien ignoble conduite par les FARDC et leurs complices contre les ex-FDLR au Cantonnement de Kanyabayonga à l'Est de la RDC et les forfaitures commises par ces mêmes éléments FARDC.***

La FLICOP-Umuco s'associe au peuple rwandais et tout spécialement aux familles éprouvées par ce qui est arrivé et continue d'arriver à leurs proches ex-FDLR ayant déposé volontairement les armes pour rentrer chez eux dans la dignité. Le retour au Rwanda par des voies négociées était leur leitmotiv comme cela l'est pour tous les réfugiés rwandais qui aspirent au retour pacifique au bercail après toutes ces années éprouvantes. L'une des raisons majeures de cet acte de déposer les armes par les ex-combattants FDLR était, certes, de permettre qu'une solution politique et concertée soit trouvée entre le gouvernement de Kigali et les réfugiés rwandais. La FLICOP-Umuco comme association et animée par entre autres principes, l'équité, le respect des Droits de l'Homme, l'échange interculturel et le dialogue, condamne toutes les actions ignobles menées contre les ex-FDLR dans leur camp de cantonnement de Kanyabayonga, Walungu, Kisangani et ailleurs en RDC.

Au moyen du droit, des lois, de la diplomatie, d'une part, les FDLR ont cherché à éviter la guerre. En effet, la guerre n'est pas une fin en soi. D'après la philosophie des FDLR telle qu'exprimée dans leurs écrits et discours appelant au dialogue inter-Rwandais et à la réconciliation, la guerre leur imposée vise d'autres buts que le conflit qui oppose deux groupes d'hommes, il s'agit d'une guerre hégémonique et expansionniste aux desseins économiques. Si ces ex-FDLR ont déposé les armes c'est qu'ils considèrent que la guerre n'est pas une règle de conduite. Elle n'a aucun fondement moral. Elle est tout au plus le substitut condamnable d'une autre façon de faire de politique ou de ne plus pouvoir faire de politique. D'autre part le réalisme politique, la raison d'Etat, le désir de conquête, la compétition, mais aussi l'« instinct de mort » qui a animé les assaillants du Camp de Kanyabayonga, Walungu et Kisangani font de l'agression une nécessité. Or, l'option primordiale pour les FDLR est de résoudre le problème rwando-rwandais pacifiquement afin que l'esprit belliqueux du gouvernement de Kigali soit évité. En effet, ce que vivent les réfugiés rwandais dans le monde est bel bien la conséquence d'une guerre absurde leur imposée par le FPR depuis le 1<sup>er</sup> octobre 1990, guerre qui s'était soldée par l'Accord d'Arusha violé par le FPR le 06 avril 1994. Il faudra aussi comprendre pourquoi cet Accord a été torpillé par le FPR et ses alliés avant de s'en prendre aux réfugiés rwandais sacrifiés par la Communauté Internationale qui a laissé et laisse encore le FPR faire ce que bon lui semble vis-à-vis des réfugiés rwandais établis dans le monde.

Quant à la MONUSCO, la FLICOP rappelle qu'avec la « Déclaration Universelle des Droits de l'Homme » et la création de l'ONU, chargée de son application, les Droits de l'Homme sont reconnus dans le monde entier. Les trente articles de la « Déclaration des Droits de l'Homme » garantissent des droits concrets et élémentaires : droit à la vie, à la liberté, au travail, au bien-être, à la protection juridique, liberté d'expression, de religion, etc. Ces dispositions, loin de n'être des paroles vides d'effet, constituent des garanties juridiques dont s'inspirent toutes les constitutions démocratiques. Pour les

pays qui l'ont signée, la « Déclaration des Droits de l'Homme » est supérieure au droit national. La FLICOP-Umuco se demande par ailleurs si la MONUSCO en tant qu'entité de l'ONU joue pleinement son rôle de garant de la sécurité à l'Est de la RDC en ce qui concerne le dossier des ex-FDLR cantonnés ici ou là au Congo Démocratique en attente d'une solution durable. Eu égard à leur seule volonté de rentrer au Rwanda en tant que parti politique d'opposition et non en forces armées, ces combattants ne devraient pas être à la merci des tortionnaires d'où qu'ils viennent.

Quant aux quelques éléments FARDC égarés et qui commettent des forfaitures à l'égard des ex-FDLR cantonnés chez eux, il est essentiel de ne pas se tromper de cible et d'être vigilant contre toute manipulation. Il ne faudrait pas que ces éléments FARDC soient comparés à « l'homme qui partage avec l'animal une tendance à exercer sa puissance et à neutraliser tout obstacle qui s'y oppose, y compris l'être humain lui-même ». En ce sens, l'agressivité se confond avec la vie même, et l'histoire de l'humanité nous oblige à constater qu'il s'agit là d'une structure constante de l'homme. Avant de se livrer à ces forfaitures parfois qualifiés de « crimes par procuration », ces FARDC égarés devraient se demander pourquoi cela n'arrive qu'à partir de 1996 quand le FPR se décide d'envahir l'ex-Zaïre alors qu'avant leur région était un havre de paix.

Quant au gouvernement de la RDC, acteur de l'Accord de cantonnement des ex-FDLR, il est instrument qui permet de protéger la liberté de chacun contre la tyrannie d'autrui, le respect de l'ordre de ses agents militaires doit passer par l'obéissance réfléchie au pouvoir étatique. Dans cet ordre d'idées, la RDC et la MONUSCO ont l'obligation morale d'encadrer ces agents de l'ordre public afin qu'ils communiquent avec la population qu'ils doivent protéger ainsi que tout individu se trouvant sur le sol de la RDC. Le respect de l'ordre social et du pouvoir apparaît comme le seul moyen de préserver une société gouvernée par la raison. Dans ce cas bien précis, la désobéissance à l'ordre par l'un ou l'autre militaire est avant tout due aux passions et aux désirs individuels au lieu de provenir d'une réflexion réelle. La manipulation ou l'achat de conscience n'est pas à exclure. Donc, la désobéissance couplée de manipulation ne peuvent en aucun cas constituer un progrès dans le processus déjà entamé de stabilisation de la région si les ex-FDLR sont à la solde des éléments militaires qui les harcèlent, les tuent ou les font disparaître.

La FLICOP-Umuco fustige la gestion inadéquate du dossier des ex-combattants FDLR par la MONUSCO et appelle à la retenue et surtout à mettre en lumière les agissements des éléments FARDC égarés qui ont commis et commettent encore ces forfaitures afin de les traduire en justice. La FLICOP-Umuco met en garde contre toute main invisible agissant derrière les actes ignobles de ces FARDC ou d'autres éléments déguisés pour harceler, voire traquer les ex-FDLR dans leurs cantonnements. Il recommande, par ailleurs, à la Communauté Internationale d'agir dans l'intérêt général afin de résoudre le problème à l'Est de la RDC une fois pour toutes pour qu'il y ait une paix durable. La seule issue de sortie de cette crise étant de privilégier le dialogue inter-Rwandais, il est plus que temps que cette situation change car elle n'a fait que trop durer.

Fait à Lille le 30 juin 2015

Le Président de la FLICOP-Umuco

Pierre-Célestin BAKUNDA i' CYICARO